

Politique | Municipales à Bordeaux : Pascal Jarty, "candidat libre"



À six mois de la prochaine élection municipale, chacun sait déjà que la mairie de Bordeaux sera très disputée. Entre les candidats évidents, les déclarés et ceux qui ne sont pas encore sortis du placard, la concurrence risque d'être rude. Pour y voir un peu plus clair, aqui.fr a décidé de tous les interroger avant le lancement officiel des "hostilités". Après l'actuel maire de Bordeaux Nicolas Florian et le candidat En Marche Thomas Cazenave, petit focus sur un candidat inattendu, Pascal Jarty. Ancien directeur du Centre d'Information Jeunesse, il a voulu passer de l'observation à l'action. Avec quelles idées ? Réponses.

@qui.fr - Vous êtes l'ancien directeur du CIJA (Centre Information Jeunesse Aquitaine), poste que vous avez occupé pendant trente ans. Vous avez également été conseiller municipal de Jacques Chaban-Delmas (durant deux mandats). Dans le contexte local que l'on connaît, qu'est-ce qui vous a personnellement poussé à présenter cette candidature municipale pour briguer la mairie de Bordeaux ?

Pascal Jarty - Depuis cinq mois, date à laquelle j'ai effectué une proposition de principe, j'ai pris beaucoup de recul et j'ai observé ce qui se passait dans Bordeaux. Alain Juppé y a fait des choses tout à fait remarquables (l'aménagement des quais ou le tramway notamment), il a été un grand maire. Au fil de son action cependant, il y a eu certaines inflexions qui m'ont posé problème, à moi comme à de nombreux habitants de Bordeaux, ville à laquelle j'étais attaché bien avant la perspective des élections. Je me suis dit qu'il y avait des choses à faire et d'autres qui me faisaient peine à voir. Je veux surtout éviter aux bordelais d'avoir à choisir entre un héritier qui dit qu'il va continuer tout en changeant de style et le clone d'un système existant au niveau national. Je ne suis le clone de personne, je suis un candidat libre et je ne veux pas instaurer un nouveau système, ni local, ni national. C'est pour ça que j'ai décidé de présenter une liste de la société civile, sans mouvement politique.

Au CIJA pendant trente ans, j'ai eu la chance de pouvoir observer, analyser, écouter. J'ai vu les problèmes qui se posaient aux jeunes de Bordeaux, aux familles. J'ai tenté d'y répondre à ma mesure dans différents domaines (logement, santé, emploi). Toute cette réflexion, je l'ai transposée avec l'aide de beaucoup de contributions extérieures, dans un programme. Depuis quelques années, certains investissements sur la ville m'ont fait mal, notamment la bétonisation et la surenchère excessive pour faire venir plus d'habitants. Le maire actuel parle déjà

d'une jauge de 300 000 habitants avant d'arriver à saturation. Mais on y est déjà. Avec 256 000 habitants, ce n'est déjà plus possible, la ville étouffe. Les services publics ne suivent pas et les embouteillages font de la ville l'une des plus embouteillées de France. Il est évident que c'est une ville ouverte et qu'elle ne doit pas se recroqueviller sur elle-même, mais il faut que tout le monde vive bien ensemble.

On a vendu à l'extérieur une ville qui n'existe pas : elle est magnifique mais beaucoup de parisiens se sont rendus compte qu'il y avait aussi des problèmes, notamment en termes d'emplois, qui en ont poussé certains à revenir sur Paris. Ce n'est pas l'Eldorado que l'on croit. En espérant obtenir de la respiration au niveau du logement, ils se retrouvent dans des nouveaux quartiers comme celui des Bassins à Flots dans des immeubles qui ne permettent aucun épanouissement. Je dis stop, et c'est pour ça que j'ai souhaité m'engager dans ce processus. Il y a un certain malaise chez les habitants qui veulent que ça change, voir de nouveaux visages, avoir plus de libertés dans leur expression de la démocratie participative et que Bordeaux se peigne en vert sans avoir de surenchère comme c'est le cas actuellement. J'ai été deux fois élu conseiller municipal, j'aime ma ville et je ne peux pas rester inerte par rapport aux problèmes qu'elle rencontre. Je fais une liste d'ouverture et je ne demande pas leur étiquette politique aux personnes que je reçois actuellement, juste le projet politique auquel ils adhèrent. Il y aura quelques personnes facilement identifiables sur la liste mais je prendrais des personnes qui vivent au quotidien dans Bordeaux et qui représentent tous les quartiers. Je n'irai pas faire une carrière de haut-fonctionnaire à Paris, je n'irai pas non plus suivre les rails d'un système préexistant. Je ferai des maraudes la nuit pour montrer l'exemple et je demanderai aux élus de faire la même chose. On organisera aussi des nettoyages citoyens. Il faut qu'on ait un effet de levier pour montrer que Bordeaux est une ville de fraternité.

@qui.fr - Concernant votre programme, qui n'est pas tout à fait achevé, et auquel les bordelais(es) peuvent participer en vous faisant des propositions. Le volet social et solidarités y occupe une place conséquente, or c'est plutôt, d'habitude, l'apanage du département. Quelles sont, selon vous, les idées centrales à y défendre ?

P.J - J'ai voulu faire ce programme suffisamment à l'avance pour que les habitants puissent s'en imprégner, y réfléchir et apporter leurs contributions. C'est un projet réuni autour de trois axes essentiels : le temps de la solidarité, de la respiration et des bordelais. La solidarité est, c'est vrai, une compétence départementale. C'est pour ça que je propose de faire un pacte de confiance avec le département pour créer des outils supplémentaires manquants. Par exemple, un pôle intergénérationnel. J'y tiens beaucoup, parce que je pense qu'il peut y avoir des éléments de réponse aux problèmes du logement à Bordeaux par rapport aux étudiants. Nous avons beaucoup de seniors qui prennent leur retraite, encore verts, qui ont des compétences à transmettre mais sont dans la sinistrose. En face, il y a des étudiants qui sont désespérés parce qu'ils ne trouvent pas de logements. Ça fait cinq ans que je vois la situation se dégrader. Ce centre intergénérationnel, dans la mesure où la mairie interviendrait comme une garantie censée mettre en relation des personnes âgées et des jeunes, pourrait jouer un effet de levier.

Je vais beaucoup m'appuyer sur les associations, qu'elles soient culturelles, sportives ou sociales. Elles seront amenées à contribuer à l'ensemble de ce programme. À l'intérieur, on trouve aussi l'idée d'un centre d'accueil pour les publics fragilisés, qui sont nombreux et divers. Je veux que ce stand soit ouvert 24 heures sur 24 pour y accueillir la détresse la plus extrême, encore une fois dans le cadre d'un pacte de confiance avec le département et l'aide des associations. L'idée, c'est que ce soit un sas avec un accueil, une écoute pour faire face aux violences conjugales, aux personnes sans domicile, etc. Ce qu'il s'est passé cet été avec les expulsions dans la métropole m'a ému : dans l'attente du traitement de leur dossier, à mon avis, il y avait aussi un volet humain à traiter. Ce centre ne comportera pas d'hébergement, mais ce sera une porte d'entrée pour constituer un dossier qui sera ensuite transmis aux différentes institutions.

@qui.fr - Sur la question de l'urbanisme et du développement de la ville, vous avez plutôt tendance, comme d'autres maires de la métropole le font déjà, à vouloir mettre le pied sur le frein...

P.J - Je ne veux pas qu'il y ait de nouveaux programmes d'urbanisme. On construit à tout va, il faut arrêter. Un moratoire sur cette question pourrait permettre aux habitants de se retrouver entre eux pour réfléchir à quelle ville on veut, de quels services publics on a besoin, quelles sont les problèmes en matière de mobilité, qu'est-ce qu'on veut que la mairie construise. J'y ai fixé une durée de deux ans pour permettre d'avoir une vraie réflexion. Ça ne veut pas non plus dire ne plus construire du tout, juste le faire en réfléchissant et en ayant des axes directeurs. Quand on va se balader aux Bassins à Flots, vous n'avez pas l'impression d'être à Bordeaux. Ces constructions sont sans âme. C'est pour ça que, par exemple, je veux créer un parc dans ce quartier et tenter d'y restaurer des animations de quartier. Il y a des associations qui sont tout à fait disposées à le faire.

@qui.fr - Un autre sujet qui sera sans doute central dans la campagne à venir, c'est celui de la mobilité. Dans votre pré-programme, vous faites plusieurs propositions dont certaines sont à contre-courant de l'actuelle politique municipale : réouverture du pont de pierre aux véhicules légers et professionnels, pass de gratuité pour les artisans, gratuité des transports en commun ou régulation des paquebots qui franchissent le port de la lune. Parlez-nous un peu de ces grandes orientations.

P.J – Je crois que la mise en place de la gratuité des transports aurait des conséquences spectaculaires en termes écologiques, sociaux, pour les commerçants. Je pense que la rocade pourrait être potentiellement désengorgée. Il y a une réflexion à avoir avec le Conseil départemental et le Conseil régional, qui y trouveront aussi un intérêt parce que ça favorisera des gens qui habitent en périphérie mais également des personnes qui travaillent chez elles. On peut trouver un point d'entente mais l'heure va dans ce sens. Dunkerque, Niort le font déjà et d'autres villes sont en train d'y réfléchir. Dans certaines de ces villes, on s'est rendu compte qu'il y avait une baisse de 15% du trafic des voitures, ce qui n'est pas négligeable. Et puis ce serait une alternative à l'idée du péage urbain ou du métro et de son budget de 1,4 milliards. Je préfère orienter les efforts vers cette possibilité de la gratuité...

La réouverture du pont de pierre devra être partielle. J'ai vu que les commerçants de La Bastide, pour beaucoup

d'entre eux, sont sinistrés et se sont plaints de cette fermeture. Je veux favoriser le passer d'une rive à l'autre des artisans et limiter les engorgements lors des fermetures du pont Chaban-Delmas. Ce sera très modulé et raisonnable : le pont sera fermé de 10h à 17h - horaire à affiner en fonction des concertations - et permettra le passage essentiel aux heures de pointe du matin et du soir.

Sur la question des paquebots, on est d'accord, c'est formidable pour le commerce de la ville. Par contre, il faut veiller à ce que les installations, notamment les teneurs en souffre du fioul lourd, soit de dernière génération. Il ne faudra pas dire ça aux paquebots quand ils arriveront au port, il faudra prévenir les armateurs au préalable : tous ceux qui ne respectent pas ces impératifs ne seront pas acceptés. Il faut trouver de nouvelles sources d'énergie. Il paraît que les bornes électriques pour alimenter les bateaux par rapport à leurs nécessités sont quasiment au point, des tentatives ont été faites à Marseille. En tout cas, il faut acter le processus.

@qui.fr - Vous parlez aussi de réduire la dépense publique, notamment des élus municipaux. Vous dites d'ailleurs qu'une baisse de 30% de leurs indemnités de fonction représenterait 2,4 millions sur un mandat. Quelle est votre logique derrière cette idée ?

P.J - Ça finance une crèche, voilà qui peut parler. Quand je me suis engagé en politique, j'étais sidéré d'avoir des indemnités. La politique n'a pas à devenir une profession, c'est un engagement et un acte de foi pour servir les concitoyens. C'est la raison pour laquelle je veux baisser tous les émoluments et réaliser une étude pour voir où on peut faire des économies parce que je suis persuadé que l'on peut encore en faire. La municipalité doit montrer l'exemple. En faisant travailler des entreprises et associations intermédiaires pour les réceptions, on favorise l'emploi. Dans la même philosophie, je veux engager des jardiniers - il y en a autant aujourd'hui qu'il y en avait il y a vingt-cinq ans – en passant par des centres de formation d'apprentis pour favoriser l'alternance, ce qui coûtera moins cher à la ville de Bordeaux et aidera les jeunes à trouver des emplois. Sur cette question de l'emploi, il y a aussi l'idée de créer des îlots professionnels avec du co-working et des pépinières d'entreprises. Ce qui se passe à Darwin sur la rive droite est remarquable, pas question de leur mettre des bâtons dans les roues. Il faudrait s'en inspirer pour faire plusieurs centres de proximité sur la rive gauche qui pourraient servir de ferments de développement économique et d'initiative.

@qui.fr - Parlons un peu de la ou des manière(s) dont vous aller structurer votre campagne dans les mois à venir : quelle forme prendra-t-elle ?

P.J - Actuellement, je reçois des personnes qui veulent être sur la liste. Après cette étape, nous allons organiser des réunions de quartier : chez l'habitant, dans des bars, etc. Bien entendu, au fur et à mesure de la campagne qui va s'intensifier, il y aura des réunions publiques. Nous avons ouvert les dons financiers depuis dix jours. En fonction de ce qu'il y aura, on pourra peut-être mettre en place une permanence réelle dans le cœur de Bordeaux. Prochainement, je vais informer tous ceux qui nous suivent que je serai présent à un endroit précis et qu'ils pourront me rencontrer à cet endroit. On va sillonner la ville et distribuer des prospectus de campagne, comme ça se fait classiquement. La liste, elle, devrait être présentée courant janvier. Pour l'instant, elle ne comporte aucun élu.



Romain Béteille

Crédit Photo : aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 13/09/2019
[Url de cet article](#)